

Veille ABI au 30 octobre 2020

En Amérique latine, le Covid-19 révèle l'ampleur de la corruption des systèmes de santé. Manque d'investissement et extorsion accentuent la crise dans cette région, où le taux de mortalité dû au Covid est le plus élevé au monde.

Par Marie Delcas, Angeline Montoya, Anne Vigna et Amanda Chaparro (Le Monde) – Publié le 13 octobre 2020 à 11h15 – Mis à jour le 13 octobre 2020 à 16h20

https://www.lemonde.fr/international/article/2020/10/13/covid-19-la-pandemie-revele-l-ampleur-de-la-corruption-des-systemes-de-sante-en-amerique-latine_6055833_3210.html

Des heures d'attente à l'entrée d'hôpitaux vétustes, sans équipement, au personnel médical à bout. Des médicaments achetés à prix d'or sur le marché noir. Des familles désespérées qui vendent leurs maigres biens pour acheter des bouteilles d'oxygène à des prix exorbitants et sauver leurs proches malades.

La crise sanitaire due au nouveau coronavirus a mis en lumière en Amérique latine l'ampleur des carences des systèmes de santé, victimes d'un manque récurrent d'investissement public mais aussi de la corruption, mal endémique qui affecte tous les pays de la région. La liste des trafics est longue allant d'achats d'équipement surfaturés, aux détournements de fonds d'aides publiques et aux hôpitaux commandés et jamais construits !

De fait, parmi les dix pays au monde avec la plus grande proportion de décès du Covid-19 au regard de leur population, six sont situés en Amérique latine. En mai dernier, un rapport du Conseil américain des avocats pour les droits civils et économiques avait établi que, dans douze des quatorze pays de la région étudiés, des faits de corruption ont été relevés dans les contrats publics de marchés liés à la lutte contre la pandémie.

A la date du samedi 10 octobre, 10 millions de cas Covid-19 étaient recensés en Amérique Latine, et près de 330 000 décès avec le taux de mortalité le plus élevé au monde.

En Colombie, rappelle Andres Hernandez, directeur de l'organisation Transparencia por Colombia (section locale de Transparency International), la santé est « le troisième secteur d'activité le plus touché par la corruption, après les infrastructures et l'éducation ». « Pour lutter efficacement contre la pandémie, il a fallu tout à la fois ouvrir le robinet des dépenses publiques et accélérer les procédures », souligne M. Hernandez, décrivant une situation qui s'est répétée un peu partout dans la région.

Prébendes du coronavirus et Amérique latine : politiques vaccinales et vaccins politiques

IRIS - Tribune du 26 octobre 2020

Par Jean-Jacques Kourliandsky

<https://www.iris-france.org/151032-prebendes-du-coronavirus-et-amerique-latine-politiques-vaccinales-et-vaccins-politiques/>

La quasi-totalité des grands laboratoires pharmaceutiques du monde joue des coudes pour asseoir leur présence en Amérique latine. La course au vaccin anti covid-19 passe quelque part entre México, Buenos Aires, Lima et São Paulo, et cette compétition sanitaire pose en termes inattendus la relation structurellement asymétrique existant entre pays du sud et pays du nord.

Qui sont ces laboratoires ? Des entreprises originaires des grandes puissances économiques : les États-Unis, la Chine, la Russie et l'Europe.

La philanthropie n'est pas leur raison d'être, et comme pour toute entreprise, c'est la recherche prioritaire d'un profit qui les amène en Amérique latine. Leur présence sur ce « continent » de familles à pouvoir d'achat relativement bas, si on le compare au revenu moyen nord-américain, japonais ou européen, peut donc paraître étonnante à première vue ; trois facteurs permettent de comprendre cet intérêt sanitaire et pécuniaire.

Le **premier** facteur est particulièrement attractif : le marché potentiel est énorme.

Les systèmes de santé d'Amérique Latine ont été rapidement saturés et le périmètre des personnes infectées est en expansion soutenue. – L'Amérique latine est actuellement la région du monde qui compte le plus de malades, et de futurs patients en situation de péril grave et imminent. Faute de pouvoir répondre à un niveau suffisant, les gouvernements des États et leurs ressortissants s'en remettent au vaccin comme seule solution viable.

Ainsi, Les chefs d'État ont saisi la tribune des Nations unies, fin septembre, pour signaler leurs inquiétudes et leurs attentes d'un accès universel au vaccin.

Ils ont adhéré au dispositif Covax facility de l'OMS pour garantir, contre paiement, la mise à disposition d'arrivages minimaux. Le Mexique, par exemple, a effectué un versement de 180 millions de dollars lui donnant droit à plus de 51 millions de doses.

Ils sont aussi allés à la rencontre des gros laboratoires du monde qui ont répondu positivement à ces demandes.

Deuxième facteur, les Pays d'Amérique Latine ont une économie « intermédiaire » qui offre un avantage décisif dans la mise en place d'une capacité industrielle à produire sur place les vaccins à moindre coût.

Ainsi, l'Argentine et le Mexique ont annoncé le 12 août 2020 un accord de coopération conjoint avec la firme britannique AstraZinovac. Au Brésil, plusieurs organismes ont signé séparément avec les anglais, les russes et les chinois.

Outre, la certitude d'avoir à répondre à une demande multimillionnaire, qui sera honorée financièrement, et fabriquée localement, ces laboratoires bénéficient d'une **troisième** contrepartie non négligeable. Celle de pouvoir disposer d'un volontariat abondant pour réaliser les essais dits de phase trois, et passer ainsi des mises à l'épreuve sur l'animal à l'humain.

Les gouvernements ont accordé toutes les autorisations nécessaires ; les personnels soignants, en première ligne, et les opinions, qui se considèrent comme des victimes potentielles, ont massivement répondu positivement, permettant aux premiers essais d'être effectués en Argentine, au Brésil et au Mexique.

Cette course aux vaccins génère des rivalités politiques multiples dans les pays concernés.

Les gouvernements latino-américains s'inquiètent : les pays riches nous laisseront-ils notre part de vaccins ? Les États-Unis préoccupés par la pénétration de laboratoires russes et chinois tentent d'y mettre le holà. Au Brésil, Le président Jair Bolsonaro, après avoir reçu un envoyé de Donald Trump, le Conseiller de sécurité nationale, Robert O'Brian, a démis son troisième ministre de la santé, le général Eduardo Pazuello : il venait d'annoncer un gros achat de vaccin CoronaVac d'origine chinoise et promu par l'un des adversaires politiques de J. Bolsonaro, le gouverneur de São Paulo, João Doria.

Mais l'OPS, Organisation panaméricaine de la Santé, a opportunément tenté de siffler une mi-temps de réflexions, et avertie les uns et les autres le 23 octobre en ces termes, « l'Amérique latine ne doit pas s'en remettre exclusivement au vaccin pour en finir avec la covid-19 ».

L'Amérique latine et soixante-quinze ans de Nations Unies en nuit américaine

Posté le 30 septembre 2020 par Jean-Jacques KOURLIANDSKY – Web-Latinos

<http://www.espaces-latinos.org/archives/93644>

Les gouvernants d'Amérique latine ont participé le 22 septembre dernier au rendez-vous annuel des Nations unies, rendez-vous particulier puisque L'ONU fêtait son 75e anniversaire. Mais le coronavirus a forcé la main des chefs d'État et contraint à une présence virtuelle. Rester chez eux était nécessaire pour tenter de résoudre l'équation bien difficile posée par la Covid-19 : la nécessité d'arbitrer entre la protection immédiate de la santé de leurs concitoyens, et celle de protéger leur survie alimentaire.

La pandémie résiste cependant. Le Brésil, et ses 130 000 morts au 20 septembre, le Mexique avec plus de 75 000 victimes à la même date, sont deux des pays les plus affectés dans le monde. Le Chili, La Colombie, l'Équateur, et le Pérou ont perdu pied. L'Argentine qui, quasiment seule, avait résolument choisi de préserver la vie, est pourtant elle aussi aujourd'hui sérieusement touchée.

Cette pandémie a en parallèle violemment secoué les économies et les sociétés d'Amérique Latine. Les principales institutions de prévision ont annoncé des PIB latino-américains en berne et 2019 était déjà une année en négatif. L'OIT (Organisation internationale du travail) vient d'en tirer les retombées sociales : la région après avoir perdu 9 millions d'emplois au premier trimestre 2020, et 80 millions au deuxième trimestre, devrait encore en perdre 60 millions au troisième trimestre 2020. La conséquence, analysée par la CEPAL (Commission Économique des Nations-unies pour l'Amérique latine et la Caraïbe) sera un fort accroissement des personnes en situation de pauvreté, qui passeraient de 185,5 millions en 2019 à 230,9 millions en 2020, soit 37,3 % de la population.

La région, déjà en situation économique difficile, est de plus agitée de mouvements politiques et sociaux rugueux. Les contradictions catégorielles opposant riches et pauvres ont été à l'origine d'alternances brutales, de quasi-coups d'états, d'Argentine au Mexique en passant par la Bolivie, le Brésil et le Pérou. Des mouvements populaires puissants ont agité et agitent toujours, Chili, Colombie, Équateur. C'est dans ce contexte de violence que les Chiliens sont appelés à décider de leur avenir par référendum, le 25 octobre (Les Chiliens ont voté à une très forte majorité -78,28% - en faveur d'une nouvelle Constitution pour remplacer celle héritée de l'ère Pinochet), les Boliviens et les Vénézuéliens à élire un président et un parlement les 18 octobre et 6 décembre (Luis Arce du MAS, mouvement de l'ancien président Evo Morales, a été élu en Bolivie), suivis par les Équatoriens le 7 février 2021.

A cela il faut ajouter les pressions accrues de Donald Trump sur la région à l'approche des présidentielles des États-Unis, pressions visant à écarter le concurrent chinois, à réduire les importations latino-américaines, à tarir les flux migratoires, à couper les routes d'acheminement de stupéfiants, et à donner satisfaction aux électeurs nord-américains d'origine cubaine.

Ainsi le Mexique a été contraint d'accepter une révision de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain), la Colombie priée d'oublier l'accord de paix avec les FARC pour se concentrer sur la lutte contre le narcotrafic, et le Venezuela, considéré comme une sorte de porte-avion chinois en Amérique du sud, est étouffé économiquement, comme est réactivé le blocus de Cuba.

Et pour conforter ce contrôle, les institutions multilatérales régionales sont tombées en domino tout au long de 2020 dans l'escarcelle de Washington : OEA (Organisation des États Américains), BID (Banque Interaméricaine de développement, CIDH (Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme)

Tous les gouvernants de la région ont saisi cette tribune onusienne exceptionnelle pour défendre leur bilan, et à l'exception de Jair Bolsonaro qui a fait l'éloge de la diplomatie des États-Unis, les uns et les autres ont signalé leur attachement au multilatéralisme.